Le 13-11-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Nous diffusons cet article paru sur le site Ruptures, dont nous partageons l'analyse. *Dans un contexte où Bruxelles a fait de l’arrimage des pays des Balkans une priorité stratégique pour damer le pion à la Russie, l’avenir de la Serbie est loin d’être écrit à l’avance*.

Nous vous invitons à vous abonner à Ruptures

Image

Coup de théâtre en Serbie. Le président Aleksandar Vucic, qui avait annoncé le 20 août la tenue d'élections législatives anticipées pour le 25 octobre, puis sa démission quelques semaines plus tard dans l'espoir de conduire à nouveau le pays en tant que premier ministre, a spectaculairement raté son pari.

Son parti, le SNS (Parti progressiste serbe, conservateur-nationaliste souvent classé au centre-droit) essuie une sévère défaite. Avec 39,6% des suffrages, il perd 7,1 points par rapport au scrutin de 2023, et 25 sièges, se retrouvant ainsi nettement minoritaire.

La grande gagnante est la « Liste étudiante », issue du mécontentement populaire monté en puissance depuis deux ans, qui recueille les votes de 53,5% des électeurs, et obtient ainsi 140 sièges sur les 250 que compte le parlement monocaméral. Tous les observateurs prédisaient un succès de ce mouvement, mais peu imaginaient qu'il obtiendrait la majorité absolue.

Mis à part les petites formations représentant des minorités nationales (telle que les minorités hongroise ou albanaise) qui se voient attribuer quatre sièges, l'ensemble des autre forces politiques sont éliminées du Parlement. Même la coalition menée par le Parti socialiste (SPS, qui fut jadis le parti de Slobodan Milosevic), avec 2,2% des suffrages, ne franchit pas le seuil de 3% nécessaire.

Toutes les autres formations obtiennent moins de 1%. C'est le cas notamment des partis pro-européens, de même que la formation Droite authentique, ultra-conservatrice. Une nouvelle ère politique s'ouvre donc pour ce pays de 6,7 millions d'habitants, qui fut la plus grande des six Républiques fédérées de la Yougoslavie avant que celle-ci n'éclate en 2003, à la suite des guerres des années 1990-2000, sous pression notamment de Berlin.

À la grande surprise de ses adversaires, Aleksandar Vucic a très rapidement reconnu sa défaite

À la grande surprise de ses adversaires, Aleksandar Vucic a très rapidement reconnu sa défaite, en affirmant cependant que celle-ci était issue « d'une révolution (…) menée avec le soutien de divers pays européens et de l'Etat profond américain, celui qui s'oppose au président Trump ». Il reste que la « Liste étudiante » a bel et bien réussi à agréger les mécontentements.

Celle-ci est issue d'une mobilisation qui s'était cristallisée, en novembre 2024, autour d'un fait divers dramatique : l'auvent de la gare de Novi Sad s'était écroulé, causant la mort de 16 personnes et de nombreux blessés. Or la gare venait d'être rénovée, et de très nombreux citoyens ont eu le sentiment que cette rénovation avait été bâclée après que le chantier eut été attribué dans un contexte de corruption omniprésente.

Des manifestations avaient alors éclaté, et, loin de n'être qu'un feu de paille, elles se sont renforcées au fil des mois. Face à cela, le pouvoir a alterné des concessions (le renvoi du premier ministre de l'époque), et la méthode forte. Ce cocktail a renforcé une contestation dont les étudiants ont été le fer de lance.

C'est cette contestation qui a réussi à se transformer en mouvement politique capable d'investir le

terrain électoral, sans aucune figure connue ou de leader expérimenté. Cette absence de notoriété a été compensée par un considérable effort militant, tout particulièrement sous forme de porte-à-porte.

Ce sont en réalité des personnalités très diverses, issues de la « société civile », qui se sont retrouvées candidates, mais sans homogénéité idéologique, et avec pour seule revendication d'en finir avec le clientélisme et la corruption. Cette dernière est en effet endémique, et s'est renforcée depuis 2012, date à laquelle le SNS a déployé sa présence dans tous le pays, un maillage étroit des grandes villes jusqu'à la petite bourgade de campagne.

La possibilité de remettre en cause ce climat pesant a manifestement galvanisé les électeurs, comme l'illustre le taux de participation de 69%, alors que celle-ci variait traditionnellement autour des 50-60%. Un résultat qui atteste d'un mécontentement dépassant largement la colère étudiante, ou même générationnelle. Du reste, les jeunes de 15 à 29 ans ne représentent que 15% de la population, cette dernière ayant un âge médian de 47 ans. Et le pays compte 200 000 étudiants, soit 2,7% des habitants.

Le drapeau national serbe était omniprésent, mais les drapeaux européens se sont fait particulièrement rares

Cependant, ce sont bien des centaines de milliers de jeunes qui étaient massivement visibles lors de la soirée électorale du 25 octobre marquée par d'énormes manifestations de joie. Le drapeau national serbe était omniprésent. En revanche, les drapeaux européens – brandis par exemple en Hongrie lors de la défaite de Viktor Orban en avril dernier – se sont fait particulièrement rares.

Cela n'a guère surpris les observateurs car la revendication d'adhésion de la Serbie à l'UE a été totalement absente de la campagne, au grand dam de Bruxelles. La réaction de la présidente de la Commission européenne semblait, dans ces conditions, à côté de la plaque. Dès les premiers résultats connus, Ursula von der Leyen avait affiché le message : « nous sommes prêts à soutenir les réformes concernant l'état de droit, la liberté de la presse, la lutte contre la corruption et des institutions fortes, et à travailler ensemble pour faire avancer l'avenir de la Serbie au sein de l'Union européenne ».

La candidature de la Serbie à l'UE est ancienne (2012), et le président Vucic s'en est toujours affirmé partisan. Mais les dirigeants européens reprochaient à ce dernier de maintenir des liens avec Moscou, et d'être le seul pays européen (avec la Biélorussie) à ne pas appliquer les sanctions envers la Russie. Ce pays reste vu par une large part de la population comme le grand frère slave, partageant une même culture et une alliance géopolitique ancienne et traditionnelle.

Aleksandar Vucic – comme chef du gouvernement de 2014 à 2017 puis comme président ensuite – a toujours tenté de maintenir un équilibre entre ses relations à l'Ouest et à l'Est. Et il a toujours refusé de reconnaître l'indépendance du Kosovo, ancienne province yougoslave puis serbe. Ce qui lui vaut d'être taxé de nationaliste par Bruxelles, qui n'apprécie pas non plus l'établissement, plus récent, de liens étroits avec la Chine.

Dès lors, si les dirigeants européens interprètent la défaite électorale du président comme une volonté de rapprochement avec l'UE, ils risquent une forte déception. Interrogé lors de la campagne électorale sur la politique étrangère que préconise la Liste étudiante, un représentant de cette dernière a par exemple exclu de rallier les sanctions anti-russes. Et des analystes ont pointé qu'au sein du mouvement de protestation figurent certaines tendances bien plus radicalement nationalistes que le pouvoir sortant.

En réalité, si les raisons du succès des nouveaux venus en politique sont claires, les orientations que ceux-ci comptent mettre en œuvre sont plus que floues, que ce soit en politique étrangère ou sur le plan économique et social. Il se dit qu'un programme a été élaboré… mais il n'a jamais été rendu public. Peut-être pour ne pas s'aliéner d'électeurs avant le scrutin ; plus probablement parce que les différentes personnalités candidates ne partagent pas de projet qui leur serait commun, hors la lutte contre la corruption.

Bref, dans un contexte où Bruxelles a fait de l'arrimage des pays des Balkans une priorité stratégique pour damer le pion à la Russie, l'avenir de la Serbie est loin d'être écrit à l'avance. Nul doute que l'installation du nouveau pouvoir à Belgrade va être suivie à la loupe de toutes parts.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire